



ASSOCIATION Frédéric
Levasseur
3 rue Pierre Auber
ZI Chaudron
97490 SAINTE-CLOTILDE

Monsieur le Président,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, notre rapport sur les comptes annuels et notre rapport sur les conventions réglementées à soumettre à l'approbation de votre Assemblée Générale.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions de croire, Monsieur le Président, à nos sentiments les meilleurs.

A Saint-Denis, le 14 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
FINEXO AUDIT

Patrice DALLEAU
Gérant

ASSOCIATION

FREDERIC

LEVAVASSEUR

3, Rue Pierre Auber
ZI Chaudron
97490 Sainte Clotilde

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2023

ASSOCIATION FREDERIC LEVAVASSEUR

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FREDERIC LEVAVASSEUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les produits d'exploitation.

Dans le cadre de notre mission, nous avons été amenés à contrôler la comptabilisation des opérations relatives aux recettes tarifées sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association. Nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre association et des informations fournies dans l'annexe, notamment au regard des spécificités du plan comptable applicable aux associations du secteur médico-social.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Saint-Denis, le 14 juin 2024



Le Commissaire aux Comptes
FINEXO AUDIT

Patrice DALLEAU
Gérant

Comptes annuels

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2023 | Net au 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| <i>Frais d'établissement</i> | 195 925 | 173 130 | 22 795 | |
| <i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i> | 303 393 | 300 902 | 2 491 | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| <i>Terrains</i> | 7 490 934 | | 7 490 934 | 7 505 128 |
| <i>Constructions</i> | 30 112 175 | 14 300 718 | 15 811 457 | 17 227 745 |
| <i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i> | 3 227 422 | 2 520 890 | 706 531 | 670 317 |
| <i>Autres immobilisations corporelles</i> | 9 079 286 | 6 375 334 | 2 703 952 | 2 923 385 |
| <i>Immobilisations corporelles en cours</i> | 5 087 412 | | 5 087 412 | 1 137 939 |
| <i>Avances et acomptes</i> | 259 997 | | 259 997 | 21 790 |
| Immobilisations financières | | | | |
| <i>Participations</i> | 794 400 | | 794 400 | 794 400 |
| <i>Autres titres immobilisés</i> | 1 110 576 | | 1 110 576 | 1 110 576 |
| <i>Prêts</i> | 1 303 341 | | 1 303 341 | 1 226 342 |
| <i>Autres immobilisations financières</i> | 130 922 | | 130 922 | 124 913 |
| Total I | 59 095 783 | 23 670 975 | 35 424 808 | 32 742 535 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| <i>Matières premières et autres approvisionnements</i> | 34 295 | | 34 295 | 41 595 |
| <i>Avances et acomptes versés sur commandes</i> | 49 775 | | 49 775 | 43 228 |
| Créances | | | | |
| <i>Créances usagers et comptes rattachés</i> | 6 302 742 | 30 817 | 6 271 925 | 2 389 373 |
| <i>Autres créances</i> | 948 085 | | 948 085 | 512 688 |
| Autres postes de l'actif circulant | | | | |
| <i>Valeurs mobilières de placement</i> | 2 500 000 | | 2 500 000 | |
| <i>Disponibilités</i> | 26 652 423 | | 26 652 423 | 32 419 629 |
| <i>Charges constatées d'avance</i> | 172 373 | | 172 373 | 187 974 |
| Total II | 36 659 694 | 30 817 | 36 628 876 | 35 594 487 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | 14 540 | | 14 540 | 16 617 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 95 770 017 | 23 701 792 | 72 068 225 | 68 353 640 |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Bilan passif

| | au 31/12/2023 | au 31/12/2022 |
|---|-------------------|-------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| <i>Première situation nette établie</i> | 776 765 | 776 765 |
| <i>Dotations non consommables</i> | 113 298 | 113 298 |
| <i>Autres fonds propres</i> | 16 647 | 16 647 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| <i>Autres fonds propres</i> | 1 870 | 1 870 |
| Réserves | | |
| <i>Réserves des activités sociales et médico-sociales</i> | 30 870 666 | 29 608 535 |
| Report à nouveau | 4 242 588 | 4 034 649 |
| <i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i> | 653 203 | 1 010 829 |
| Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales | 21 407 | 179 576 |
| Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée | 1 030 576 | 835 304 |
| Situation nette (sous-total) | 37 727 020 | 36 577 472 |
| Subventions d'investissement | 2 380 602 | 1 796 697 |
| Provisions réglementées | 2 779 471 | 2 008 047 |
| Total I | 42 887 093 | 40 382 217 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds dédiés | 8 398 401 | 6 989 854 |
| Total II | 8 398 401 | 6 989 854 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 481 332 | 481 332 |
| Provisions pour charges | 4 371 621 | 4 058 684 |
| Total III | 4 852 953 | 4 540 016 |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 6 749 318 | 7 401 273 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | 7 230 |
| Avances et commandes reçues sur commandes en cours | 13 713 | 17 707 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 324 151 | 1 235 151 |
| Dettes fiscales et sociales | 4 554 826 | 4 871 541 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 385 394 | 299 202 |
| Autres dettes | 82 832 | 46 889 |
| Produits constatés d'avance | 2 819 545 | 2 582 560 |
| Total IV | 15 929 777 | 16 441 553 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 72 068 224 | 68 353 640 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 7 576 447 | |
| Dont à moins d'un an (a) | 8 339 618 | |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 2 081 | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 31/12/2022 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Ventes de biens et de services | | |
| <i>Ventes de prestations de services</i> | 2 574 139 | 2 552 576 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i> | 46 909 915 | 41 327 403 |
| <i>Ressources liées à la générosité du public</i> | 340 662 | 514 964 |
| <i>Dont Dons manuels</i> | 2 189 | 4 184 |
| <i>Dont Mécénats</i> | 33 976 | 7 206 |
| <i>Contributions financières</i> | 2 400 243 | 2 363 916 |
| Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges | 271 738 | 362 296 |
| Utilisation des fonds dédiés | 1 907 473 | 1 798 742 |
| Autres produits | 208 581 | 420 949 |
| Total I | 54 612 752 | 49 340 846 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes | 9 403 254 | 8 904 108 |
| Aides financières | 2 363 916 | 2 363 916 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 1 286 191 | 1 151 255 |
| Salaires et traitements | 20 809 136 | 19 694 598 |
| Charges sociales | 13 647 135 | 12 536 011 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 2 350 752 | 2 425 672 |
| Dotations aux provisions | 312 937 | 249 839 |
| Reports en fonds dédiés | 3 423 553 | 1 074 547 |
| Autres charges | 285 422 | 133 168 |
| Total II | 53 882 297 | 48 533 114 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 730 455 | 807 732 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 189 466 | 31 556 |
| Total III | 189 466 | 31 556 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Intérêts et charges assimilées | 162 026 | 115 120 |
| Total IV | 162 026 | 115 120 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 27 440 | -83 565 |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 31/12/2022 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | 757 895 | 724 167 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 191 669 | 107 030 |
| Sur opérations en capital | 1 059 045 | 118 716 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 204 055 | 204 119 |
| Total V | 1 454 769 | 429 865 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 69 876 | 7 072 |
| Sur opérations en capital | 283 299 | 9 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 772 477 | 99 774 |
| Total VI | 1 125 653 | 106 855 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | 329 117 | 323 010 |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 35 029 | 32 298 |
| Total des produits (I+III+V) | 56 256 987 | 49 802 267 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 55 205 004 | 48 787 387 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 1 051 983 | 1 014 880 |
| <i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | <i>1 030 576</i> | <i>835 304</i> |

| | | |
|--|--|------------|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | 199 |
| Total | | 199 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | 199 |
| Total | | 199 |

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSOCIATION FRÉDÉRIC LEVAVASSEUR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 72 068 225 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 1 051 983 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRÉSENTATION DE L'ENTITE – ART 431-2 Règlement ANC N°2018-06

L'Association Frédéric LEVAVASSEUR (AFL) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, créée le 11 juillet 1977 sur les fondations historiques de l'œuvre des filles de Marie à l'île de la Réunion créée en 1849. L'objectif initial de la congrégation est de s'occuper des exclus.

Aujourd'hui, l'AFL, qui n'a cessé d'évoluer depuis sa création, a toujours son siège social à Saint Denis, au numéro 3 de la rue Pierre Aubert – ZI du Chaudron à Sainte-Clotilde, et poursuit comme buts principaux :

- d'apporter aux personnes handicapées et aux familles ayant un enfant adolescent ou adulte handicapé l'appui moral et matériel dont elles ont besoin ;
- de favoriser l'accueil et l'écoute des nouveaux parents et assurer la pleine participation des familles et des personnes handicapées ;
- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au meilleur développement moral, physique et intellectuel des personnes handicapées ;
- promouvoir et gérer tout établissement ou service sanitaire, sociaux ou médico-sociaux traditionnels ou innovants ainsi que les entreprises adaptées, les foyers d'hébergements, les services de placement familial et autres structures complémentaires visant l'insertion et l'accompagnement des publics en difficultés pour favoriser leur plein épanouissement.

L'AFL a pour missions de participer à l'évolution des prises en charge dans le cadre réglementaire s'appliquant à l'activité sanitaire, médico-sociale et sociale avec une cohérence de ses actions, mais s'engage également à créer et à développer toutes œuvres d'action ou d'intérêt sanitaire, social et médico-social. L'AFL a su évoluer, s'adapter au fil du temps, tout en préservant sa vocation et ses valeurs premières dans l'accompagnement des plus vulnérables pour s'articuler aujourd'hui autour de 5 pôles d'activités et un siège. Chaque pôle regroupe les établissements et les services en fonction du public accueilli et est géré par un directeur qui a pour mission la gestion et le bon fonctionnement des établissements qui sont sous sa responsabilité :

1/ POLE ENFANTS DEFICIENTS INTELLECTUELS ET PORTEUR DE TSA : IME Levavasseur et Ime du Baobab

Le pôle Enfants Déicients Intellectuels et porteurs de Troubles du Spectre Autistique regroupe les structures qui accompagnent des enfants et adolescents.

Ce pôle comprend l'IME et SESSAD Levavasseur et l'IME du Baobab.

Les IME ont pour mission de mettre en œuvre une éducation adaptée et un accompagnement médico-social

Règles et méthodes comptables

tendant à favoriser l'inclusion sociale, scolaire, culturelle des enfants et adolescents en situation de handicap dans les différents domaines de la vie.

Le SESSAD a pour mission de favoriser le soutien à l'inclusion scolaire et à l'acquisition de l'autonomie, apporter conseil et accompagnement auprès des familles et de l'entourage en général, soutenir l'enfant dans sa scolarité et ses apprentissages et aider à la connaissance et à l'acceptation du handicap pour une inclusion scolaire réussie.

L'IME/SESSAD Levavasseur accueille 176 enfants et adolescents déficients intellectuels (DI) et ou porteurs de Trouble du Spectre Autistique (TSA) de 4 à 20 ans, dont 76 scolarisés dans le cadre du SESSAD.

L'IME/AT du Baobab accueille 55 enfants et adolescents âgés de 3 à 20 ans avec des Troubles du Spectre Autistique (TSA) et une déficience mentale associée. Les structures sont financées par la CGSS et agréées par l'ARS.

2/ PÔLE ENFANTS DÉFICIENTS MOTEUR ET POLYHANDICAPES : CEAP, SESSAD & IEM Champs de Merle

Le pôle Enfants Déficients Moteurs et Polyhandicapés regroupe les structures qui accompagnent les enfants et adolescents en situation de déficience motrice, sensorielle ou de polyhandicap.

Ce pôle comprend un CEAP, une BAT, un SESSAD et un IEM, regroupés au sein d'un même bâtiment nommé l'IMS Les Champs de Merles.

Le CEAP a pour mission d'améliorer l'autonomie des personnes accueillies, élargir leur intégration sociale, leur offrir un confort de vie, une sécurité d'encadrement et un soutien quotidien permettant leur épanouissement personnel.

La BAT a pour mission d'offrir aux personnes accueillies une possibilité de loisirs adaptés et de prise en charge éducative temporaire (maximum 90 jours par an) et séquentielle.

Le SESSAD a pour mission d'assurer un suivi spécialisé, sur le milieu familial (École, crèche, collège, entreprises...)

L'IEM a pour mission d'assurer un accompagnement favorisant l'épanouissement, la réalisation de toutes les potentialités intellectuelles, affectives et corporelles, ainsi que l'autonomie des enfants et adolescents accueillis, dans un objectif d'inclusion future (sociale, professionnelle...).

Le SESSAD Champs de Merles accueille 40 enfants et adolescents âgés de 3 à 20 ans, en situation de polyhandicap ou présentant une déficience motrice.

L'IEM Champs de Merles accueille 16 enfants et adolescents âgés de 3 à 20 ans et atteints de déficiences motrices avec ou sans troubles associés, aux différents stades de l'éducation précoce et selon leur niveau d'acquisition, de la formation pré-élémentaire, élémentaire, secondaire dans l'enseignement général, professionnel ou technologique.

Le CEAT/BAT Les Champs de Merles accueille 50 enfants et adolescents de 3 à 20 ans associant des déficiences motrices et des déficiences intellectuelles. La structure est financée par la CGSS et agréée par l'ARS.

3/ PÔLE ADULTES HANDICAPES DÉPENDANTS : MAS Annie Gauci, FAM Alice Verdin, SAMSAH Austral

Le pôle Adultes Handicapés dépendants regroupe les structures qui accompagnent les adultes porteurs de divers handicaps, nécessitant une aide dans la réalisation des actes de la vie quotidienne et dont l'état de santé nécessite un suivi médical. Ce pôle comprend une MAS, un FAM et SAMSAH.

La MAS a pour mission de maintenir, améliorer l'autonomie des personnes accueillies, élargir leur intégration sociale, leur offrir un confort de vie, une sécurité d'encadrement et un soutien quotidien permettant leur épanouissement personnel.

Règles et méthodes comptables

Le FAM a pour mission d'éviter l'aggravation des déficiences et des pathologies, aider à l'autonomie, développer les potentialités d'intégration sociale.

Le SAMSAH intervient dans le cadre d'un accompagnement médico-social adapté incluant des prestations de soins, favoriser le maintien ou la restauration de liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels et faciliter l'accès à l'ensemble des services offerts par la collectivité.

La MAS accueille 39 adultes en situation de handicap moteur et/ou polyhandicap, avec perte d'autonomie, exigeant des soins et l'aide d'une tierce personne dans la vie quotidienne.

La structure propose :

- 30 places en accueil permanent, dont 20 en Internat et 10 en Semi-internat
- 9 places en accueil temporaire, dont 6 en Internat et 3 en Semi-Internat

Ces accueils peuvent être séquentiels de jour et/ou en hébergement. La structure est financée par la CGSS et agréée par l'ARS.

Le FAM accueille 30 adultes porteurs de divers handicaps, inaptes au travail, ne pouvant assurer les besoins de leur vie quotidienne sans l'aide d'une tierce personne, dont l'état de santé nécessite un suivi médical. La structure propose de l'hébergement en Internat de 30 lits.

Le SAMSAH accueille 20 adultes à partir de 18 ans et sans limite d'âge, présentant des déficiences motrices voire un Polyhandicap, nécessitant la prise en charge médicale et paramédicale ainsi que l'aide d'une tierce personne dans l'exercice de leur vie quotidienne et de leurs rapports sociaux.

Les FAM et le SAMSAH sont financés par :

- la CGSS ;
- l'ASA du Conseil Départemental.

Elles sont agréées par l'ARS et le Conseil Départemental.

4/ PÔLE INSERTION PROFESSIONNELLE : FHTH Notre Dames de Lourdes & ESAT Les Tidalons

Le pôle Insertion Professionnelle regroupe les structures qui accompagnent les travailleurs en situation de handicap. Ce pôle comprend un FHTH et un ESAT.

Le FHTH a pour mission de favoriser l'épanouissement, l'autonomie et l'insertion sociale, culturelle et citoyenne des personnes accueillies. Les accompagner dans l'apprentissage des actes essentiels de la vie quotidienne en adéquation avec leur projet de vie dans un souci de Bienveillance.

L'ESAT a pour mission de familiariser le travailleur avec le monde du travail, favoriser son autonomie par des actions de soutien, préparer le cas échéant son insertion dans le milieu ordinaire de travail.

Le FHTH accueille 30 personnes adultes handicapées âgées de 18 à 60 ans travaillant en ESAT.

L'ESAT accueille 299 personnes en situation de handicap de 18 jusqu'à 60 ans et plus (ou à partir de 16 ans avec une dérogation) qui présentent au moins 33 % de taux d'incapacité de travail. Le FHTH et l'ESAT sont financées par la CGSS et agréées par l'ARS.

5/ PÔLE SOCIAL PETITE ENFANCE : Pouponnière sociale Levavasseur

Le pôle Social Petite Enfance regroupe les structures qui accompagnent les jeunes enfants (de la naissance à 6 ans) orientés par le Service d'Aide Sociale à l'Enfance et qui offrent un soutien aux parents.

Ce pôle comprend une Pouponnière à caractère social, l'unique établissement du Département.

La Pouponnière accueille des enfants de la naissance à 3 ans (6 ans pour les fratries) faisant l'objet d'une ordonnance de placement judiciaire, nés dans l'anonymat, ou pour lesquels il existe un consentement à l'adoption ou des accueils provisoires sur demande des parents auprès des services sociaux.

La pouponnière propose :

Règles et méthodes comptables

- 15 places en Internat
- 15 places dans un dispositif expérimental d'Accompagnement en Accueil familial (DAFA)

La structure est sous la compétence de Conseil Départemental.

L'AFL a pour but d'agir au côté des personnes en difficultés sans distinction d'âge, de sexe, de confession ou d'opinion, et de toute personne, même mineure, en situation de vulnérabilité, ou de handicap.

À cet effet, l'association peut créer, développer et gérer, au sein du département de La Réunion et dans la zone Océan Indien, des établissements sociaux et médico-sociaux, traditionnels ou innovants, ainsi que d'autres structures et dispositifs complémentaires visant l'inclusion, l'épanouissement et l'accompagnement de ces publics.

L'association se veut porteuse – à travers les objectifs de ses institutions et les actions professionnelles de ses personnels – de valeurs humaines qui donnent leur vrai sens aux prestations proposées.

Ainsi fidèles à ses fondements de philosophie humaniste, tels qu'inscrits dans leur charte, l'AFL agit dans le respect, la solidarité, tout en s'efforçant de faire preuve de créativité.

Pour porter ces valeurs, l'AFL emploie 567 salariés équivalents temps plein et gère un budget annuel d'environ 43 millions d'euros lui permettant de prendre en charge 1 000 bébés, enfants, adolescents et adultes en file active qui sont en situation de handicap.

Présidée depuis le 29 octobre 2008 par M. Jean François LABARDE, elle est administrée par un Conseil d'Administration composé de huit membres.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également :

- les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03,
- les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04,

Règles et méthodes comptables

▣ l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'application du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif implique :

▣ dans son article 151-1 que le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique,

▣ dans son article 152-1 que dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans

Règles et méthodes comptables

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif Immobilisé

Tableau des Immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|------------------|------------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | 171 545 | 24 380 | | 195 925 |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 299 841 | 3 552 | | 303 393 |
| Immobilisations incorporelles | 471 386 | 27 932 | | 499 318 |
| - Terrains | 7 505 128 | | 14 194 | 7 490 934 |
| - Constructions sur sol propre | 25 402 740 | | 985 806 | 24 416 935 |
| - Constructions sur sol d'autrui | 4 617 566 | | | 4 617 566 |
| - Instal.générales, agencements et aménagements constr | 930 627 | 147 047 | | 1 077 674 |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | 3 042 241 | 236 846 | 51 666 | 3 227 422 |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | 2 404 751 | 56 086 | | 2 460 837 |
| - Matériel de transport | 3 828 964 | 178 775 | 217 249 | 3 790 491 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 2 450 583 | 386 828 | 19 940 | 2 817 471 |
| - Emballages récupérables et divers | 10 488 | | | 10 488 |
| - Immobilisations corporelles en cours | 1 137 939 | 3 949 473 | | 5 087 412 |
| - Avances et acomptes | 21 790 | 238 207 | | 259 997 |
| Immobilisations corporelles | 51 352 818 | 5 193 262 | 1 288 854 | 55 257 226 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 794 400 | | | 794 400 |
| - Autres titres immobilisés | 1 110 576 | | | 1 110 576 |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 1 351 255 | 83 008 | | 1 434 263 |
| Immobilisations financières | 3 256 231 | 83 008 | | 3 339 239 |
| ACTIF IMMOBILISE | 55 080 435 | 5 304 202 | 1 288 854 | 59 095 783 |

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les immobilisations financières se composent principalement des postes suivants :

1/ Autres titres immobilisés (compte 272) composés ainsi :

- ▣ 53,26481 titres CE OSTRUM SUSTAINABLE TRESORERIE 5DEC achetés pour 522 427,91 € et affichant une plus value latente au 31/12/2023 de + 20,6 K€,
- ▣ 250 titres BNPI - SIGNATURE CLAS.C FCP 3DEC achetés pour 252 282,50 € et affichant une plus value latente au 31/12/2023 de + 15,5 K€,
- ▣ 14,337 titres BNPI - INV.3MOIS CLAS.C FCP 3DEC 3 MOIS FCP achetés pour 334 288.59 € et affichant une plus value latente au 31/12/2023 de + 6,6 K€,

2/ Prêt relatif à l'effort de construction (compte 2747) :

L'association Frédéric LEVAVASSEUR se libère de son obligation à la participation annuelle à l'effort de construction par un versement sous la forme d'un prêt sur 20 ans aux organismes collecteurs agréés (OPCA). L'organisme collecteur agréé de l'association Frédéric LEVAVASSEUR est ACTION LOGEMENT SERVICE. Les versements relatifs à l'effort de construction réalisés entre 2003 et 2023 représentent un total de 1 303 341 € en attente de remboursement de la part des OPCA.

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

| | Capital | Capitaux propres (autres que le capital) | Quote-part du capital détenue | Résultat du dernier exercice clos |
|--|---------|---|-------------------------------|-----------------------------------|
| - Filiales (détenues à + 50 %) | | | | |
| SASU EA LES TI DALONS SASU 97490 SAINT DENIS | | | 100,00 | |
| - Participations (détenues entre 10 et 50 %) | | | | |

Notes sur le bilan

Amortissements des Immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|---|------------------------|------------------|------------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | 171 545 | 1 585 | | 173 130 |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 299 841 | 1 061 | | 300 902 |
| Immobilisations incorporelles | 471 386 | 2 646 | | 474 032 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | 9 914 939 | 1 072 205 | 728 320 | 10 258 824 |
| - Constructions sur sol d'autrui | 3 553 694 | 133 546 | | 3 687 241 |
| - Instal.générales, agencements, aménagements construc. | 254 555 | 100 098 | | 354 654 |
| - Instal.techniques, matériel et outillage industriels | 2 371 924 | 191 900 | 42 935 | 2 520 890 |
| - Instal.générales, agencements aménagements divers | 1 575 182 | 152 092 | | 1 727 274 |
| - Matériel de transport | 2 277 717 | 516 379 | 213 308 | 2 580 789 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 1 918 502 | 168 710 | 19 940 | 2 067 272 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 21 866 514 | 2 334 931 | 1 004 502 | 23 196 943 |
| ACTIF IMMOBILISE | 22 337 900 | 2 337 577 | 1 004 502 | 23 670 975 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 857 463 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 1 303 341 | | 1 303 341 |
| Autres | 130 922 | | 130 922 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 6 302 742 | 6 302 742 | |
| Autres | 948 085 | 948 085 | |
| Charges constatées d'avance | 172 373 | 172 373 | |
| Total | 8 857 463 | 7 423 200 | 1 434 263 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|-------------------------------------|----------------|
| Usagers, produits non facturés | 200 638 |
| Fournisseurs-rrr.& av.obtenir | 5 090 |
| Organismes sociaux produits à recev | 18 454 |
| Déb. créd. produits à recevoir | 14 266 |
| Intérêts courus à recevoir | 6 563 |
| Total | 245 010 |

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

| | Dépréciations au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Dépréciations à la fin de l'exercice |
|--|--|----------------------------|---------------------------|--|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Stocks | | | | |
| Créances et Valeurs mobilières | 22 486 | 11 098 | 2 767 | 30 817 |
| Total | 22 486 | 11 098 | 2 767 | 30 817 |
| Répartition des dotations et reprises : | | | | |
| Exploitation | | 11 098 | 2 767 | |
| Financières | | | | |
| Exceptionnelles | | | | |

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|---------------------------------------|-------------------|----------------------------|------------------|-------------------------------|-------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 906 710 | | | | 906 710 |
| Fonds propres avec droit de reprise | 1 870 | | | | 1 870 |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves hors activités sociales | | | | | |
| Réserves des activités sociales | 29 608 535 | 1 262 132 | | | 30 870 666 |
| RAN hors activités sociales | 4 034 649 | 207 939 | | | 4 242 588 |
| RAN des activités sociales | 1 010 829 | -455 191 | | -97 565 | 653 203 |
| Exc.ou Déficit hors activ.sociales | 179 576 | -179 576 | 21 407 | | 21 407 |
| Exc.ou Déficit des activités sociales | 835 304 | -835 304 | 1 030 576 | | 1 030 576 |
| Situation nette | 36 577 472 | | 1 051 982 | -97 565 | 37 727 020 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 1 796 697 | | 787 960 | 204 055 | 2 380 602 |
| Provisions réglementées | 2 008 047 | | 771 424 | | 2 779 471 |
| Droits de propriétaires (Commodat) | | | | | |
| TOTAL | 40 382 217 | | 2 611 367 | 106 491 | 42 887 093 |

Notes sur le bilan

Provisions réglementées

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|---------------------------|---|
| Reconstitution des gisements pétroliers | | | | |
| Pour investissements | | | | |
| Pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | 2 008 047 | 771 424 | | 2 779 471 |
| Prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions | | | | |
| Total | 2 008 047 | 771 424 | | 2 779 471 |
| Répartition des dotations et reprises : | | | | |
| Exploitation | | | | |
| Financières | | | | |
| Exceptionnelles | | 771 424 | | |

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | 4 058 684 | 312 937 | | | 4 371 621 |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales | | | | | |
| sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 481 332 | | | | 481 332 |
| Total | 4 540 016 | 312 937 | | | 4 852 953 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 312 937 | | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | | | |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 15 916 065 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|-------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | 2 081 | 2 081 | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | 6 747 237 | 659 116 | 2 126 076 | 3 962 045 |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 324 151 | 1 324 151 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 4 554 826 | 4 554 826 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 385 394 | 385 394 | | |
| Autres dettes (**) | 82 832 | 82 832 | | |
| Produits constatés d'avance | 2 819 545 | 1 331 219 | 1 468 326 | |
| Total | 15 916 065 | 8 339 618 | 3 614 402 | 3 962 045 |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | 653 269 | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

NEUTRALISATIONS DE LA DOUBLE CONSTATATION DES PRODUITS ATTENANTS AUX "AMENDEMENTS CRETONS" :

Jusqu'en 2016, l'association Frédéric LEVAVASSEUR constatait, conformément aux instructions reçues, en double les produits relatifs aux "Amendements CRETON", adolescents ayant atteint la majorité, et qui, faute de place disponibles en établissements pour adultes, peuvent voir leur prise en charge en établissements pour enfants maintenus jusqu'à leur 20 ans.

En concertation avec l'ARS, il a été décidé de neutraliser en produits constatés d'avance, la double facturation établie à destination du Conseil Départemental, vu que ces enfants sont déjà pris en charge dans la Dotation Globale versée à l'établissement pour enfants. Cette neutralisation s'applique sur les deux derniers exercices en cours, le recyclage de cette double facturation étant réalisée par l'ARS sur la tarification de l'exercice N+2.

Les produits constatés d'avance relatif à l'exercice 2022 s'élèvent à 1 331 K€ et seront repris en 2024 lorsque l'ARS diminuera la tarification de cette même année des facturations établies à destination du Conseil Départemental en 2022.

Notes sur le bilan

Les produits constatés d'avance relatif à l'exercice 2023 s'élèvent à 1 488 K€ et seront repris en 2025 lorsque l'ARS diminuera la tarification de cette même année des facturations établies à destination du Conseil Départemental en 2023.

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|------------------|
| Factures non parvenues (b&s) | 288 402 |
| Emp.ets.credit divers -icap | 20 441 |
| Intérêts courus à payer | 1 194 |
| Dettes provis. pr congés à payer | 1 627 585 |
| Personnel charges à payer | 74 951 |
| Charges sociales s/congés à payer | 764 447 |
| Organismes sociaux charges à payer | 30 613 |
| Etat charges à payer | 1 771 |
| Total | 2 809 404 |

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|------------------------|---------------------|-------------------------|
| Charges constatées d'avance | 172 373 | | |
| Total | 172 373 | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits financiers | Produits Exceptionnels |
|-----------------------------|-------------------------|---------------------|------------------------|
| Produits constatés d'avance | 2 819 545 | | |
| Total | 2 819 545 | | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 89 775 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

| | Union européenne | Etat | Collectivités territoriales | CAF | Autres | Total |
|------------------------------|------------------|------------|-----------------------------|-----|---------|-------------------|
| Concours publics | | 34 735 899 | 7 144 669 | | 568 781 | 42 449 348 |
| Subventions d'exploitation | | 4 229 792 | 113 876 | | 116 898 | 4 460 567 |
| Subventions d'équilibre | | | | | | |
| Subventions d'investissement | 200 330 | | | | 3 725 | 204 055 |
| | | | | | | 47 113 970 |

Transferts de charges d'exploitation et financières

| Nature | Exploitation | Financier |
|---|--------------------|-----------|
| Transfert de charges d'exploitation 70100000 - Transfert de charges d'exploitation | 268 971 268 971 | |
| Total | 268 971 | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

| | Charges | Produits |
|--|------------------|------------------|
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | 69 726 | |
| Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 150 | |
| Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 283 299 | |
| Amortissements des immobilisations | 1 053 | |
| Amortissements dérogatoires | 771 424 | |
| Autres provisions réglementées sur immobilisations | -771 424 | |
| Autres provisions réglementées | 771 424 | |
| Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices | | 146 819 |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 44 850 |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | | 1 059 045 |
| Subventions d'investissement virées au résultat | | 204 055 |
| TOTAL | 1 125 653 | 1 454 769 |

Notes sur le compte de résultat

Analyse du résultat

| | Déficit | Bénéfice |
|---|----------------|------------------|
| Résultat de l'exercice | | 1 051 983 |
| ARS - ADMINISTRATION | 203 259 | |
| ARS - IMS SEMI INTERNAT & ACCUEIL TEMPORAIRE | | 40 129 |
| ARS - IMS EDUCATION MOTRICE | | 65 593 |
| ARS - IMS SESSAD | | 18 688 |
| ARS - IME LEVAVASSEUR SEMI INTERNAT | 251 150 | |
| ARS - IME LEVAVASSEUR SESSAD | | 176 473 |
| ARS - IME BAOBAB (SEMI+INTERNAT+ACCUEIL TEMPORAIRE) | 4 051 | |
| CD - POUPONNIERE DAFA | 13 105 | |
| CD - POUPONNIERE HEBERGEMENT | 227 954 | |
| ARS - MAS (SEMI+INTERNAT+ACCUEIL TEMPORAIRE) | | 656 739 |
| CD - SAMSAH HEBERGEMENT | | 44 617 |
| ARS - SAMSAH SOINS | | 124 674 |
| CD - FAM HEBERGEMENT | 75 795 | |
| ARS - FAM SOINS | | 142 713 |
| CD - FOYER HEBERGEMENT | | 12 701 |
| ARS - ESAT SOCIAL | | 373 471 |
| ARS - ESAT COMMERCIAL | | 120 380 |
| CD - PALI | | 34 849 |
| ARS - PALI | 5 135 | |
| Part du résultat sur gestion conventionnée | 780 449 | 1 811 025 |
| Part du résultat sur gestion libre | | 21 407 |

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 566 personnes dont 1,05 apprentis.

| | Effectif Hommes | Effectif Femmes | Effectif Total | Effectif équivalent (Temps plein) |
|---------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---|
| Cadres | 27 | 28 | 55 | 55 |
| Employés | 136 | 336 | 472 | 472 |
| Ouvriers | | 1 | 1 | 1 |
| Contrat Emploi Solidarité | | | | |
| Contrat de Qualification | | | | |
| Contrat Retour Emploi | | | | |
| Contrat initiative Emploi | 14 | 24 | 38 | 38 |
| Total | 177 | 389 | 566 | 566 |

L'association Frédéric LEVAVASSEUR a pu compter dans ses effectifs, au titre de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2023, sur la présence de 264 Travailleurs Handicapés Equivalent Temps Plein dans ses Etablissements et Services d'Aides par le Travail (soient 180 garçons et 84 filles).

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 383 851 euros.

* TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS (Art 20 - Loi n°2006-586 du 23 mai 2006) : 383 851 euros.

Autres informations**Engagements financiers****Engagements donnés**

| | Montant en euros |
|---------------------------------------|------------------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | |
| Engagements en matière de pensions | |
| Engagements de crédit-bail mobilier | 32 672 |
| Engagements de crédit-bail immobilier | |
| Autres engagements donnés | |
| Total | 32 672 |

Autres informations

Engagements reçus

| | Montant en euros |
|--|------------------|
| Plafonds des découverts autorisés | |
| <i>Caution auprès de CIE EUR DE GARANTIES ET CAUTIONS sur prêt CEPAC n°9461128</i> | 106 800 |
| <i>Hypothèque ou privilège sur immeuble commercial au profit de la BFC</i> | 3 190 000 |
| <i>Gage sur prêt CEPAC N°C000780</i> | 152 800 |
| Avals et cautions | 3 449 600 |
| Autres engagements reçus | |
| Legs nets à réaliser | |
| Total | 3 449 600 |

Crédit-Bail

| | Terrains | Constructions | Matériel Outillage | Autres | Total |
|--|----------|---------------|-----------------------|--------|--------|
| Valeur d'origine | | | | 65 099 | 65 099 |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 56 351 | 56 351 |
| Dotations de l'exercice | | | | 16 275 | 16 275 |
| Amortissements | | | | 72 626 | 72 626 |
| Cumul exercices antérieurs | | | | 29 313 | 29 313 |
| Exercice | | | | 15 197 | 15 197 |
| Redevances payées | | | | 44 510 | 44 510 |
| A un an au plus | | | | 15 197 | 15 197 |
| A plus d'un an et cinq ans au plus | | | | 16 278 | 16 278 |
| A plus de cinq ans | | | | | |
| Redevances restant à payer | | | | 31 475 | 31 475 |
| A un an au plus | | | | | |
| A plus d'un an et cinq ans au plus | | | | 1 197 | 1 197 |
| A plus de cinq ans | | | | | |
| Valeur résiduelle | | | | 1 197 | 1 197 |
| Montant pris en charge dans l'exercice | | | | | |

Autres informations

Engagements de retraite

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 4 371 621 euros

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'intégralité de la charge correspondante aux droits évalués est comptabilisée à la clôture pour sa valeur courante.

Cette provision n'est pas actualisée.

Fraction correspondant aux rémunérations : 2 941 704 euros

Fraction correspondant aux charges : 1 429 917 euros

Total de la provision pour départ à la retraite : 4 371 621 euros

Par tranches d'âges :

65 ans - soit compris à moins d'un an : 191 580 €

60 à 64 ans - à savoir entre 1 à 5 ans : 625 663 €

55 à 59 ans - à savoir entre 6 à 10 ans : 845 659 €

45 à 54 ans - à savoir entre 11 à 20 ans : 1 544 572 €

35 à 44 ans - à savoir entre 21 à 30 ans : 845 243 €

moins de 35 ans - soit à plus de 30 ans : 318 904 €

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

| | A l'ouverture de l' exercice | Reports A | Utilisations Montant global B | Utilisations Dont rembours. | Transferts C | A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C | A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.) |
|-----------------|---------------------------------------|------------------|--|---|---------------------|---|--|
| FAM 08-ERGOTH | 13 520 | 6 415 | | | -6 415 | | |
| IMEL 17-FAM MA | 9 000 | -257 | | | 257 | | |
| IMEL 17-FORMA | 3 500 | -631 | | | 631 | | |
| IMEL 17-TABLET | 3 000 | 1 702 | 245 | | -888 | 569 | |
| IMS 14-STAGIAIR | 6 276 | 22 | | | -22 | | |
| IMS 16-SOUTIEN | 9 765 | -22 | | | 22 | | |
| IMEB 17-FORMA | 3 200 | 150 | | | | 150 | |
| IMEB 17-LEVIER | 40 000 | 24 446 | 2 416 | | | 22 030 | |
| ESAT 08-CPOM | 25 683 | 4 032 | | | | 4 032 | |
| ESAT 17-FILE AC | 225 000 | 225 000 | | | | 225 000 | |
| MAS 13-STAGIAI | 10 483 | 1 | | | | 1 | |
| MAS 16-ACCPGN | 72 046 | 14 438 | | | | 14 438 | |
| IMS 18-MISE EN | 25 000 | 25 000 | 25 000 | | | | |
| IMEB 18-ACCPG | 45 000 | 1 068 | | | | 1 068 | |
| IMEB 18-SUPER | 25 000 | 1 001 | 1 001 | | | | |
| IMEB 18-DUMS | 10 000 | 8 574 | | | | 8 574 | |
| IMEB 18-LOGEM | 5 000 | 5 000 | | | | 5 000 | |
| IMEB 18-20-TABL | 6 000 | 2 082 | 862 | | | 1 220 | |
| SAMSAH 18-ACC | 64 000 | 64 000 | | | | 64 000 | |
| IMEL 18-FORMA | 81 080 | 24 516 | 13 098 | | 6 087 | 17 505 | |
| IMEL 18-ACCPG | 25 110 | 7 870 | 7 869 | | | 1 | |
| IMEL 18-HANDID | 4 200 | 4 200 | 4 200 | | | | |
| IMEL 18-SALLE | 8 700 | 8 691 | | | -6 087 | 2 604 | |
| IMEB 19-ACCPG | 54 000 | 42 417 | 23 546 | | | 18 871 | |
| IMEL 19-RNVL 3 | 140 000 | 5 395 | 5 394 | | | 1 | |
| MAS 19-STAGIAI | 13 656 | 9 648 | 2 104 | | | 7 544 | |
| MAS 19-DANSE I | 55 823 | 47 933 | 5 400 | | | 42 533 | |
| FH 19-LOREAL F | 18 550 | 5 562 | | | | 5 562 | |
| IMEB 17-SERAP | 7 800 | 7 800 | 7 161 | | | 639 | |
| FAM 20-ACCPGN | 6 071 | 6 071 | | | -6 071 | | |
| IFAM 07-INST ME | 95 650 | 11 959 | 300 | | | 11 659 | |
| IFAM 08-INVEST | 40 698 | 16 989 | | | | 16 989 | |
| IFAM 09-CHARIO | 2 887 | 2 887 | 258 | | | 2 629 | |
| IFAM 09-TAPIS | 1 668 | 1 668 | | | | 1 668 | |
| IFAM 18-EQUPM | 17 000 | 2 067 | 1 317 | | | 750 | |
| IFAM 18-RENOV | 46 700 | 28 654 | 4 815 | | | 23 839 | |
| FH 20-C.AGR-PIS | 2 350 | 2 350 | | | | 2 350 | |
| IMEB 20-RENFO | 7 085 | 7 085 | | | | 7 085 | |
| IMEB 20-TSPORT | 3 000 | 300 | | | | 300 | |
| IMEB 20-ACCPG | 24 906 | 24 906 | | | | 24 906 | |
| IMEB 17&18-SO | 1 130 000 | 1 130 000 | | | | 1 130 000 | |
| IMEL 20-SURCO | 1 315 | 289 | 123 | | | 166 | |
| IMEL 20-EVOL.O | 45 689 | 45 689 | | | -1 | 45 688 | |

Autres informations

| | A l'ouverture de l' exercice | Reports A | Utilisations Montant global B | Utilisations Dont rembours. | Transferts C | A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C | A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.) |
|------------------|---------------------------------------|------------------|--|---|---------------------|---|--|
| IMEL 20-COVID R | -5 665 | -1 | | | 1 | | |
| IMEL 20-PLACE | 778 000 | 52 484 | 27 218 | | 2 911 | 28 177 | |
| IIMEL 09-PISCIN | 5 500 | 5 500 | 5 500 | | | | |
| IIMEL 09-CLOTU | 9 200 | 9 200 | 7 187 | | | 2 013 | |
| IIMEL 09-AMENG | 3 500 | 1 978 | 1 978 | | | | |
| IIMEL 13-RESTR | 1 350 000 | 1 104 489 | 66 897 | | | 1 037 592 | |
| IIMEL 15-AIDE IN | 64 000 | 19 275 | | | | 19 275 | |
| IIMEL 18-AMENA | 60 000 | 25 735 | 11 140 | | | 14 595 | |
| IIMEL 18-EQUIPE | 30 500 | 17 453 | 685 | | | 16 768 | |
| IIMEL 18-SALLE/ | 40 000 | 26 174 | 1 486 | | | 24 688 | |
| IIMEL 18-INVEST | 30 000 | 30 000 | | | | 30 000 | |
| IMS 20-SESSAD I | 240 000 | 64 956 | 64 956 | | | | |
| IMS 20-RENFOR | -11 584 | -1 | | | | -1 | |
| IMS 20-1 AES AC | 36 000 | -11 583 | | | | -11 583 | |
| IMS 20-EVOL OF | 41 364 | 41 364 | | | | 41 364 | |
| IIMS 08-RECONS | 1 300 000 | 660 077 | 62 188 | | 1 554 | 599 444 | |
| IIMS 08-INVEST | 232 400 | 4 330 | | | -1 554 | 2 776 | |
| IIMS 09-INVEST | 235 706 | 1 074 | | | | 1 074 | |
| IIMS 11-RECONS | 2 163 168 | 1 061 046 | 90 110 | | | 970 936 | |
| IIMS 13-ACQUISI | 9 126 | 215 | 216 | | | -1 | |
| IIMS 19-SALLE A | 51 715 | 22 027 | | | | 22 027 | |
| MAS 20-TRAVAU | 13 088 | 9 342 | 2 875 | | | 6 466 | |
| MAS 20-RAPPRO | 10 000 | 10 000 | 7 747 | | | 2 253 | |
| MAS 20-EVOL OF | 22 816 | 22 816 | | | | 22 816 | |
| IMAS 08-INVEST | 130 338 | 5 800 | 2 091 | | | 3 708 | |
| IMAS 09-ACQUISI | 55 250 | 32 753 | 10 236 | | | 22 518 | |
| IMAS 20-CHARIO | 3 500 | 2 868 | 923 | | | 1 945 | |
| POUP 14-AMENA | 733 402 | 196 619 | 61 117 | | | 135 502 | |
| SAMSAH 20-EVO | 3 317 | 3 317 | | | | 3 317 | |
| ISAMSAH 09-INV | 60 000 | 14 184 | | | | 14 184 | |
| ISAMSAH 18-VHL | 9 782 | 9 782 | | | | 9 782 | |
| ISAMSAH 18-EQ | 10 000 | 10 000 | | | | 10 000 | |
| ESAT 20-EVOL O | 28 411 | 28 411 | | | | 28 411 | |
| IMEL 21-ACCP C | 43 000 | 2 911 | | | -2 911 | | |
| IMEL 21 - ACCP | 15 000 | 15 000 | 8 675 | | | 6 325 | |
| IMEL 21 - SURAC | 380 000 | 334 890 | 342 628 | | 1 143 | -6 595 | |
| IMEL 21 - SURAC | 300 000 | 284 247 | 29 298 | | | 254 950 | |
| FAM 21 - ACTION | 306 926 | 190 057 | 67 737 | -97 565 | -24 755 | | |
| FAM 21 - ACCP | 75 909 | -6 786 | | | | -6 786 | |
| FAM 21 - PROJE | 17 350 | 11 065 | 11 065 | | | | |
| FAM 21 - APPUI | 61 820 | 17 226 | | | | 17 226 | |
| BAO 21 - AUTISM | 139 950 | | | | | | |
| IMS 21 - ACCP N | 430 000 | 22 | 23 | | | | |
| MAS 21 - DEMAR | 18 975 | 18 975 | | | | 18 975 | |
| ESAT 22-HANDE | | 7 324 | | | | 7 324 | |
| IFAM22 - STOCK | | 5 645 | | | | 5 645 | |
| FAM22-PALI | | 75 000 | 69 259 | | -5 741 | | |
| FAM22-ART THE | | 8 000 | 7 200 | | | 800 | |
| FAM22-PEC 3 M | | 1 372 | 1 372 | | | | |

Autres informations

| | A l'ouverture de l' exercice | Reports A | Utilisations Montant global B | Utilisations Dont rembours. C | Transferts C | A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C | A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.) |
|-------------------|---------------------------------------|------------------|--|--|---------------------|---|--|
| IMEB22-ACPGNT | | 60 007 | 60 007 | | | | |
| IMEB22-RELAYA | | 43 031 | 42 039 | | -992 | | |
| IMEB22-HANDEO | | 7 324 | | | | 7 324 | |
| IMEB22-AUTISM | | 119 504 | 117 484 | | -2 020 | | |
| IMEB22-1 RENFO | | 10 400 | 89 | | | 10 311 | |
| IMEL22-SALLE S | | 5 081 | | | | 5 081 | |
| IMEL22-PLATEF | | 59 843 | 59 237 | | -606 | | |
| IMEL22-AIDE CJ | | 35 274 | 35 274 | | | | |
| IMEL22-AIDE IM | | 49 280 | 49 428 | | | | |
| IMEL22-HANDEO | | 3 063 | | | | 3 063 | |
| IMEL22-HANDEO | | 7 324 | | | | 7 324 | |
| IMS22-HANDEO | | 7 324 | | | | 7 324 | |
| IMS22-AIDE NM | | 17 000 | 17 000 | | | | |
| IMAS22-13 moteu | | 21 300 | 21 300 | | | | |
| IMAS22-sécurité b | | 29 783 | 17 558 | | | 12 225 | |
| MAS22-Equithéra | | 7 050 | 3 630 | | | 3 420 | |
| POUP22-TMPS C | | 31 864 | 3 305 | | | 28 559 | |
| SAMSAH22-HAN | | 7 324 | | | | 7 324 | |
| IESAT22-VESTIAI | | 27 581 | 27 315 | | | 266 | |
| IESAT22-KIT EPI | | 4 116 | 4 116 | | | | |
| IESAT22-FAUTE | | 3 009 | 3 009 | | | | |
| ESAT22-FATEA | | 118 500 | 2 822 | | | 115 678 | |
| ESAT22-FATEA S | | 36 735 | 5 110 | | | 31 625 | |
| IMEB23-RELAYA | | | 75 959 | | 304 830 | 228 871 | |
| IMEB23-CapHand | | | | | 7 324 | 7 324 | |
| IMEB23-EcoleIncl | | | | | 33 187 | 33 187 | |
| IMEB23-Autisme& | | | 36 119 | | 190 739 | 154 620 | |
| IMEB23-CazOxyg | | | | | 41 540 | 41 540 | |
| IMEB23-Stanley | | | | | 16 850 | 16 850 | |
| IMEB23-CazOxyg | | | | | 47 540 | 47 540 | |
| IMEB23-Ext*3pl. | | | | | 413 759 | 413 759 | |
| IMEB23-CazOxyg | | | | | 41 540 | 41 540 | |
| IMEB23-3pl.INT+ | | | | | 301 520 | 301 520 | |
| IMEB23-6pl. Semi | | | | | 247 909 | 247 909 | |
| IMEB23-CazOxyg | | | | | 53 000 | 53 000 | |
| IMEB23-CasCom | | | 48 113 | | 48 113 | | |
| IMEB23-CharteRJ | | | 8 798 | | 42 084 | 33 286 | |
| FAM23-PALI | | | | | 168 903 | 168 903 | |
| FAM23-TESIS | | | 33 536 | | 36 327 | 2 791 | |
| IMAS23-INITIMIT | | | | | 22 047 | 22 047 | |
| MAS23-FaceCach | | | | | 28 000 | 28 000 | |
| IMS23-CazOxygO | | | | | 47 540 | 47 540 | |
| IMS23-APA | | | | | 5 120 | 5 120 | |
| IMS23-EXPRESSI | | | | | 7 880 | 7 880 | |
| IMS23-AVANCEE | | | | | 7 400 | 7 400 | |
| IMS23-VIEILLISS | | | | | 7 400 | 7 400 | |
| IMS23-APPR_AD | | | | | 6 480 | 6 480 | |
| IMS23-BIENVEIL | | | | | 5 080 | 5 080 | |
| IMS23-INTERCUL | | | | | 6 540 | 6 540 | |

Autres informations

| | A l'ouverture de l' exercice | Reports A | Utilisations Montant global B | Utilisations Dont rembours. C | Transferts C | A la clôture de l'exercice Montant global A + B + C | A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.) |
|------------------|---------------------------------------|------------------|--|--|---------------------|---|--|
| IMS23-POLYHAN | | | | | 6 480 | 6 480 | |
| IMS23-3pl.INT 36 | | | | | 558 000 | 558 000 | |
| IMS23-Travail_Se | | | | | 5 220 | 5 220 | |
| IMEL23-Platef_Co | | | 143 907 | | 571 463 | 427 557 | |
| IMEL23-Aide ES 1 | | | | | 61 000 | 61 000 | |
| IMEL23-Aide ME | | | 9 971 | | 46 000 | 36 029 | |
| IMEL23-Aide 2 ES | | | 13 491 | | 56 000 | 42 509 | |
| Total | 11 967 176 | 6 985 314 | 1 905 531 | -97 565 | 3 397 356 | 8 379 575 | |

La colonne "A l'ouverture de l'exercice" comprend le montant initialement octroyé sous la forme de crédits non reconductibles ou de subventionnements à utiliser jusqu'à épuisement de l'action.

La colonne A "Reports" détaille les fonds dédiés disponibles au 01/01/2023 au travers des comptes 19x.

La colonne B "Utilisations - Montant global" comprend les sommes reprises sur l'exercice 2023 au travers des comptes 789x.

La colonne C "Transferts" comprend les sommes non entièrement utilisées sur l'exercice 2023 et déplacées pour une utilisation ultérieure au travers des comptes 689x.

La colonne "A la clôture de l'exercice - Montant global" totalise les fonds dédiés disponibles au 31/12/2023 au travers des comptes 19x.

Les fonds dédiés sont classés comptablement selon les biens qu'ils financent. Dans le tableau ci dessus, sont détaillés les fonds dédiés, par destination ("I" pour investissement, les autres pour l'exploitation), par année d'obtention, par établissements et par projet fléché.

Lorsqu'il s'agit de fonds dédiés destinés à compenser des charges sur des exercices ultérieurs, un fonds dédiés à l'exploitation est utilisé (avec comme code "ets+année" d'obtention par le biais du compte 1922).

Si le fonds dédiés est utilisé pour financer une immobilisation, un fonds dédiés à l'investissement sera utilisé (avec comme code "I"+ets+année d'obtention" par le biais du compte 1921).

L'écart pour - 97 564,77 € de la colonne "Utilisations Dont rembours." provient des mouvements ayant affectés les fonds dédiés mais qui n'ont pas été constaté par les comptes de charges (689) ou de produits (789) appropriés.

Il s'agit du mouvement suivant, à savoir :

▣ de l'utilisation d'un fonds dédiés liés à une subvention d'exploitation non consommée au 31/12/2022 pour annuler le déficit 2022 subit par l'action PALI. Ce déficit inscrit en compte 11519 à l'ouverture a été imputé directement dans le compte 1922 sans passer par le compte 78922.

Autres informations

Ressources provenant de la générosité du public

| | A l'ouverture de l' exercice | Reports A | Utilisations Montant global B | Utilisations Dont rembours. | Transferts C | A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C | A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés |
|-------------------|---------------------------------------|------------------|--|---------------------------------------|---------------------|---|---|
| BAO-AUTISME&S | 334 | 334 | | | | 334 | |
| ACTIVITE NAUTI | 1 500 | 1 500 | | | | 1 500 | |
| BABY FOOT | 2 706 | 2 706 | | | | 2 706 | |
| TESIS ESMS NU | | | 1 941 | -9 968 | 26 197 | 18 827 | |
| Sous total | 4 540 | 4 540 | 1 941 | -9 968 | 26 197 | 18 827 | |
| Sous total | | | | | | | |
| TOTAL | 4 540 | 4 540 | 1 941 | -9 968 | 26 197 | 18 827 | |

L'écart pour - 9 968,04 € de la colonne "Utilisations Dont rembours." provient des mouvements ayant affectés les fonds dédiés mais qui n'ont pas été constaté par les comptes de charges (689) ou de produits (789) appropriés.

Il s'agit du mouvement suivant, à savoir :

▫ de l'utilisation de fonds dédiés issus de dons manuels reçus sur l'exercice 2023 et utilisés pour financer des dépenses réalisées en 2023. Ces dons ayant servi à neutraliser ces dépenses sur 2023 sont débités directement dans le compte 1922 sans passer par le compte 78922.